

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Siège  
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

**DECISION DU PRESIDENT**

**DU 16 FEVRIER 2016**

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE SEIZE, LE SEIZE FEVRIER  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL  
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°19 – FINANCES – CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES AUPRES DE LA REGIE TERRITORIALE D'EAU POTABLE SUR  
LE SECTEUR DE TREMBLAY-EN-FRANCE**

**Le Président,**

**Vu** l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

**Vu** le décret n°2015-1660 du 11 Décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial «Paris Terres d'Envol»,

**Vu** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,

**Vu** la délibération de l'établissement public territorial « Paris Terres d'Envol » en date du 11 janvier 2016 par laquelle le conseil territorial a délégué ledit jour, à son Président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions pour créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services du territoire,

**Vu** le décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment son article 22,

**Vu** le décret N° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret N°66-850 du 15 Novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

**Vu** l'arrêté ministériel en date du 3 Septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des établissements publics nationaux et au montant du cautionnement imposé à ces agents,

**Vu** l'instruction codificatrice N° 06-031-A-B-M en date du 21 Avril 2006 définissant les dispositions concernant les régies de recettes, les régies d'avances et les régies de recettes et d'avances des collectivités et établissements publics locaux,

**Vu** l'avis conforme de Madame le comptable public assignataire de l'établissement public territorial «Paris Terres d'Envol» en date du 15 février 2016.

**Considérant** qu'il convient de créer une régie de recettes auprès de la régie territoriale d'eau potable sur le secteur de Tremblay-en-France.

**DÉCIDE**

- Article 1** A compter du 1<sup>er</sup> mars 2016, il est institué une régie de recettes auprès de la Régie territoriale d'eau potable sur le secteur de Tremblay-en-France.
- Article 2** Cette régie est installée au 1 avenue Pablo Neruda à Tremblay-en-France.

Accusé de réception en préfecture  
093-200023448-20160216-19-16-02  
2016-AU  
Date de télétransmission :  
29/02/2016

- Article 3** La régie a vocation à encaisser les produits suivants :
- Installation et renouvellement de branchements,
  - Remboursement de travaux effectués par la Régie incombant aux abonnés.
- Article 4** Les recettes désignées à l'article 3 seront encaissées selon les modes de recouvrements suivants :
- Espèces (dans la limite de 300 € par opération),
  - Virement,
  - Chèque bancaire,
  - Prélèvement automatique mensuel ou semestriel,
  - Carte bancaire.
- Elles seront perçues contre remise à l'usager de quittance.
- Article 5** Pour la mensualisation, la demande de l'abonné devra être effectuée avant le 1<sup>er</sup> décembre pour le premier semestre de l'année suivante et avant le 1<sup>er</sup> juin pour le second semestre de l'année en cours.
- Article 6** Un compte de dépôt de fonds, au Trésor Public, est ouvert au nom du régisseur de recettes ès qualités auprès de la Trésorière de Sevrans.
- Article 7** Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 170.000 euros dont 5.000 euros en numéraire.
- Article 8** Un fonds de caisse d'un montant de 100 euros est mis à disposition du régisseur.
- Article 9** Le régisseur et ses mandataires suppléants seront nommés par arrêté du Président, sur avis conforme du comptable public assignataire.
- Article 10** Le régisseur est tenu de verser à Madame la Trésorière la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées le 30 juin et le 31 décembre de chaque année et lors de sa sortie de fonction : Il verse la totalité des encaissements effectués dès que le montant de l'encaisse atteint le seuil fixé à l'article 7, ainsi que les pièces justificatives, au minimum une fois par mois lors de sa sortie de fonction, et au 31 décembre.
- Article 11** Le régisseur sera assujéti, après avis conforme du comptable public assignataire, à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.
- Article 12** Le régisseur percevra, après avis conforme du comptable public assignataire, une indemnité annuelle de responsabilité dont le montant est précisé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.
- Article 13** Le mandataire suppléant après avis conforme du comptable public assignataire, une indemnité annuelle de responsabilité dont le montant est précisé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.
- Article 14** Le Président et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.
- Article 15** Ampliation de la présente décision sera adressé à :
- Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis,
  - Madame le comptable public assignataire de l'Etablissement Public Territorial «Paris Terres d'Envol».
- Article 16** Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil de Territoire

Pour extrait conforme



Le Président  
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture  
093-200023448-20160216-19-16-02  
-2016-AU  
Date de télétransmission :  
29/02/2016